Atelier régional sur le thème *« Réévaluer la valeur des terres de pâturages : une vision partagée entre les acteurs de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre »*

RAPPORT

Modération, facilitation et rapport par Isaac Njifakue
njifakue@yahoo.fr
novembre 2013

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission Européenne, de la CEDEAO ou de la Coopération suisse

TABLE DES MATIERES

		Pages
I.	Résumé du rapport	3
II.	Introduction	3
III.	Cérémonie d'ouverture de l'Atelier	4
IV.	Méthodologie	5
V.	Les témoignages et les exposés introductifs du premier jour, et discussions	6
VI.	Les travaux en groupes le premier jour, restitutions et discussions	7
VII.	Les exposés introductifs du deuxième jour, et discussions	10
VIII.	Les travaux en groupes le deuxième jour, restitutions et discussions	11
IX.	Les visites de terrain	11
X.	Les témoignages et les exposés introductifs du quatrième jour, et discussions	12
XI.	Les travaux en groupes le quatrième jour, restitutions et discussions	15
XII.	Les Résolutions, recommandations et Feuille de route	19
XIII.	Conclusion	21
XIV.	Cérémonie de clôture	23
	ANNEXES : (à compléter)	A partir de 24

- Annexe 1 : Programme de l'Atelier
- Annexe 2 : Liste des participants
- Annexe 3 : Texte du discours d'ouverture de M. le Gouverneur de la région du Nord-Cameroun
- Annexe 4 : Discours du Gestionnaire du Programme Elevage, Pêche et Aquaculture, représentant du Directeur Exécutif du CORAF/WECARD à la Cérémonie d'ouverture de l'atelier sur la réévaluation de la valeur des terres de parcours (Garoua, Cameroun)
- Annexe 5 : Exposé sur ''la valeur des terres de pâturages selon le développement durable'', par le participant M. BanaonNemaoua
- Annexe 6 : Exposé sur ''Construction d'une méthode multicritère innovante d'évaluation de la durabilité des systèmes pastoraux dans les territoires'', par Alexandre ICKOWICZ.
- Annexe 7 : Partage des acquis et expériences réussies de la mise en œuvre du Projet Régional de Gestion Durable du Bétail Ruminant Endémique en Afrique de l'Ouest (PROGEBE), par Dr. Bara Ouologuem
- Exposé sur '' L'analyse des savoirs locaux peut-elle dévoiler la valeur des pâturages ? Eric Vall (Cirad) &Mohamadou A. Diallo (Cirdes)

I. Résumé du rapport

L'APESS (Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane) et ses partenaires cités dans la suite du présent rapport ont organisé un Atelier sur le thème ''Réévaluer la valeur des terres de pâturages : une vision partagée entre les acteurs de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre'' du 18 au 21 Novembre 2013 à Garoua au Cameroun.

La soixantaine des participants à cet Atelier, éleveurs, chercheurs, acteurs étatiques, acteurs non gouvernementaux, organisations sous régionales (CEDEAO, CEMAC), partenaires techniques, sont venus des pays suivants : Benin, Burkina Faso, Cameroun, France, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Tchad, Togo, Sénégal), et représentant de nombreuses organisations et groupes d'acteurs.

La suite du présent rapport indique bien le haut niveau d'implication des autorités locales au Cameroun, ainsi que des partenaires techniques et financiers sus mentionnés, implication attestée à l'occasion de (1) leurs propos d'ouverture et de clôture, généralement engagés en faveur de la thématique de l'Atelier, et par (2) les contributions soutenues de nombre d'entre eux tout au long des travaux de l'Atelier. Nul doute que ce haut niveau d'implication a contribué à rehausser significativement l'éclat de l'Atelier par ailleurs fortement médiatisé, et à assurer la bonne qualité des résultats obtenues.

Comme prévu dans l'objectif de l'Atelier, les participants ont partagé des expériences et connaissances, discuté et formulé des recommandations, et pris des résolutions jetant les bases des actions futures pour une meilleure valorisation des terres de pâturages en vue d'améliorer et de sécuriser l'accès des éleveurs au foncier en Afrique de l'Ouest et du Centre, dans la perspective du développement durable. La feuille de route adoptée en fin d'atelier est manifestement un début de programmation opérationnelle des acquis de l'Atelier.

II. Introduction.

Le CORAF/WECARD et l'APESS (Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane) ont organisé conjointement, en collaboration avec le réseau LiFLoD[1] (Elevage et Développement Local) et la FAO/GAA[2] (Agenda global pour une action en faveur d'un développement durable du secteur de l'élevage), avec le concours financier de l'Union Européenne à travers UNOPS, la CEDEAO, la Coopération suisse au Développement et avec l'appui technique du Hub Rural, du 18 au 21 Novembre 2013 à Garoua au Cameroun, un Atelier sur le thème ***''Réévaluer la valeur des terres de pâturages : une vision partagée entre les acteurs de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre''***

Selon les TdR de l'Atelier, ''*en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), les terres de pâturage ne sont généralement pas reconnues comme des terres mises en valeur et restent de ce fait*

[1]Réseau visant à générer des connaissances et des méthodes pour mieux comprendre les interactions entre l'élevage et les territoires.

[2]Forum d'échanges multi-acteurs sur l'élevage qui cherche à promouvoir une meilleure efficience dans l'utilisation des ressources par l'élevage.

ouvertes librement à d'autres formes d'utilisation sans que les éleveurs puissent se prévaloir d'un droit reconnu sur leur utilisation'', d'où l'idée d'organiser cet Atelier dont les objectifs et résultats sont rappelés ci-après, tels que spécifiés dans la Note Conceptuelle de l'Atelier :

- **Objectif :** Créer un cadre de partage et d'échange d'expériences sur l'évaluation de la valeur des terres de pâturages en vue d'améliorer et de sécuriser l'accès des éleveurs au foncier en Afrique de l'Ouest et du Centre, dans la perspective du développement durable.

- **Résultats attendus :**

1. Une vision mieux partagée est construite entre les éleveurs, les autres utilisateurs (agriculteurs, forestiers, chasseurs, etc.), les techniciens et agents de développement et les décideurs politiques sur la valeur réelle des terres de pâturages ;
2. Des méthodes et outils permettant une évaluation complète de la valeur des terres de pâturages, prenant en compte les savoirs locaux et les savoirs techniques, compréhensibles par tous, et facilitant le dialogue entre les acteurs sont développés ;
3. Un plan de formation à la méthode d'évaluation de la valeur des terres de pâturages est élaboré en faveur des différents acteurs (leaders des éleveurs, responsables techniques des organisations d'éleveurs, agents de développement)
4. Un plan d'actions pour la mise en œuvre des principales conclusions et recommandations de l'Atelier est élaboré.

L'Atelier a regroupé une soixantaine de participants (voir liste jointe en Annexe 2), venant de douze pays (Benin, Burkina Faso, Cameroun, France, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Tchad, Togo, Sénégal), et représentant de nombreuses organisations et groupes d'acteurs (éleveurs, chercheurs, acteurs étatiques, acteurs non gouvernementaux, organisations sous régionales (CEDEAO, CEMAC), partenaires techniques)

Compte tenu de l'importance de l'atelier les organisateurs ont jugé opportun de faire appel à un modérateur / facilitateur et rapporteur professionnel indépendant. Les articulations du présent rapport suivent le déroulement de l'atelier conformément au Programme convenu (Annexe 1).

III. Cérémonie d'ouverture de l'Atelier :

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. le Gouverneur de la Région du Nord-Cameroun. Mais le discours d'ouverture a été précédé par les interventions des personnalités suivantes :

- Le représentant du Délégué du Gouvernement ;
- Le deuxième Vice-Présidents de l'APESS ;
- Dr Hamadé Kagoné, représentant du CORAF/WECARD ;
- Dr Ibrahima Aliou, Secrétaire général de l'APESS ;
- M. Yacouba Sanon, représentant de la CEDEAO.

Les intervenants ont, pour l'essentiel, articulé leurs propos autour des considérations suivantes :

- Accueil et souhait de bienvenue et de bon séjour à Garoua ;

- Rappel de l'importance de la thématique de l'Atelier, à savoir la reconnaissance et la défense des valeurs des terres de pâturage en particulier, et de l'élevage en général, ainsi que de ses enjeux pour les éleveurs ;
- Souhait que l'Atelier atteigne les objectifs et résultats escomptés grâce à la participation effective de tous.

Quant au Gouverneur (voir texte du discours joint en Annexe 3), outre les politesses d'usage à l'instar des autres intervenants, il a fait le rappel des actions du gouvernement Camerounais en faveur de la valorisation des terres de pâturage et de l'élevage.

IV. Méthodologie

L'atelier s'est déroulé en sessions plénières, sessions de travaux de groupes et en visites de terrain. Les sessions plénières ont porté sur des exposés introductifs et des témoignages qui ont permis de partager les connaissances et les points de vue selon les différentes catégories d'acteurs concernés par les terres de pâturages (éleveurs et organisations d'éleveurs et de pasteurs, services techniques gouvernementaux, décideurs, services d'appui-conseil privé, chercheurs, etc.). Les travaux de groupe ont été conduits pour obtenir des consensus sur les valeurs des terres de pâturages en s'appuyant sur les savoirs techniques et les savoirs locaux et en s'inscrivant dans le cadre du développement durable fondé sur des critères socio-culturels, économiques et environnementaux. Une sortie de terrain a permis aux participants d'échanger autour de processus de sécurisation de zone de pâture et l'accès des éleveurs au foncier pastoral au Cameroun et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La méthodologie de conduite de l'atelier a été participative, sans perdre de vue les objectifs à atteindre, à savoir (1) construire des méthodes et outils pertinents et applicables par la recherche, les éleveurs et leurs organisations pour établir les bases argumentaires d'une valorisation intangible des terres de pâturage ; (2) ressortir les besoins permettant par la suite d'élaborer et de réaliser un plan de formation / renforcement des capacités nécessaires relatif à l'évaluation des terres de pâturages.

Le premier et le deuxième jour, les thématiques retenues pour les travaux en groupes ont été les suivantes : (1) méthodes et outils pour établir les valeurs des terres de pâturage et (2) savoirs locaux pour établir les valeurs des terres de pâturage. Quatre groupes (2 groupes par thématique) ont été formés en veillant à la représentativité des diverses parties prenantes, et à l'équilibre des groupes. Le premier jour, les groupes ont réalisé un brainstorming pour lister des sujets, méthodes et outils. Le second jour, les groupes ont poussé l'analyse pour intégrer les dimensions du développement durable (économique, socio-culturel et environnemental) dans l'analyse des valeurs des pâturages. Le quatrième jour (suite à une visite de terrain, le 3ème jour), les groupes ont été formés pour développer les méthodes et outils d'évaluation économique, socioculturelle et environnemental des valeurs des terres de pâturage. Avec le même souci de représentativité multi acteurs et d'équilibre, trois groupes ont donc été formés, pour traiter d'une des catégories ci-dessus indiquées.

Le Pilotage efficient des travaux a été assuré grâce à de régulières concertations entre personnes ressources identifiées et associées au modérateur à cet effet. C'est ce comité qui a eu la charge de préparer les drafts (1) des recommandations et résolutions, ainsi que (2)

une Feuille de route discutées et validées en plénière de conclusion de l'Atelier. Ledit comité de pilotage a été constitué comme suit :

- ~ Dr Kagoné Hamadé
- ~ Dr Yacouba Sanon
- ~ Dr Ibrahima Aliou
- ~ Dr Ikowicz Alexandre
- ~ Dr Vall Eric
- ~ Les rapporteurs des groupes de travail (Es qualité)
- ~ Isaac Njifakue, modérateur

V. Les témoignages et exposés introductifs du premier jour et discussions

□ Pour le compte de la confédération des éleveurs du Cameroun (CNEB-CAM), M. Bobo Bakary a présenté un état des lieux sur la situation des éleveurs concernant le foncier et principalement sur les points suivants :

- le fait d'être associé par le gouvernement dans le processus d'élaboration du code pastoral et ses projets de textes d'application est une preuve de la reconnaissance que les textes en vigueurs sont obsolètes ;
- l'accès au foncier devient de plus en plus difficile, en raison de la spéculation et du fait de la pression démographique croissante ; il se développe même des pratiques crapuleuses comme le phénomène des ''champs piégés'', qui consiste à faire des cultures dans les espaces réservés aux pâturages afin d'exiger des dédommagements en cas de dégâts prévisibles ; il y a par ailleurs des partis pris de la part des autorités traditionnelles… ; ces conflits sont parfois entre éleveurs et éleveurs à cause de l'accaparement des ressources (eau, pâturages…) ; conflits avec les Aires Protégées ;
- il a conclu sur la fragilisation croissante des éleveurs, et souhaité queles éleveurs et leurs organisations coordonnent plus encore leurs actions, en prenant en compte la réalité souvent transfrontalière des problématiques du pastoralisme.

□ Dans la deuxième contribution introductive, Dr JaloBuba, membre du CA de l'APESS, s'est préoccupé de la négligence du pastoralisme. Il en a dégagé les raisons suivantes :

- les acteurs ont tendance à considérer le pastoralisme seulement comme un mode de vie et non uneactivité économique ; les valeurs économiques du pastoralisme sont peu reconnues, notamment les opportunités d'être des sources alternatives d'énergie (utilisation des déchets et autres ressources non essentiellement protéiniques…) ;
- les éleveurs ont une connaissance insuffisante de leurs valeurs propres ;
- les échanges sont insuffisants entre les pouvoirs publics, les éleveurs et leurs organisations ; les éleveurs et leurs représentations sont insuffisamment proactifs pour s'impliquer dans la construction de réformes qui leur soient plus favorables ;
- l'analphabétisme explique au moins en partie les raisons pour lesquelles les agriculteurs font davantage prévaloir leurs vues dans l'élaboration des politiques, programmes et projets, au détriment des éleveurs.

Suite à ces discussions, les propositions de solutions suivantes ont été avancées :

- adopter des approches de sensibilisation multi acteurs à travers des ateliers réunissant toutes les parties prenantes ;
- promouvoir la modernisation du pastoralisme dans la mesure du possible ;
- promouvoir une prise de conscience accrue des éleveurs eux-mêmes et leurs organisations

□ Dr Kagoné (CORAF/WECARD), quant à lui, est revenu sur les raisons et l'importance de l'organisation de cet Atelier, et les problèmes qu'un Atelier de ce genre permettra de résoudre, avant de relever :

- la dégradation de la situation globale des éleveurs à cause de la pression démographique entre autres ; ce qui entraîne l'extension des terres cultivées, et une diminution conséquente des espaces pastoraux ;
- la faible productivité des terres de parcours entretient la nécessité de la transhumance ;
- que l'on laisse croire que l'élevage contribue peu à la sécurité alimentaire, ce qui est faux ;
- l'importance de l'aménagement approprié de l'espace / territoire, les politiques prenant en compte les mesures de décentralisation ;
- la prise en compte de la dimension transfrontalière du pastoralisme ;
- la tendance à toujours légiférer en faveur des activités sédentarisées ;
- le passage de plus en plus de la propriété commune des terres à la propriété privée qui limite davantage l'accès des éleveurs au foncier pastoral ;
- les spécificités liées au pastoralisme qui sont insuffisamment étudiées. Il manque donc des bases argumentaires pour (1) conseiller quels systèmes d'élevage adopter, (2) faire le plaidoyer en faveur des politiques, programmes et projets pro-pastoraux.

VI. Travaux en groupes le premier jour, restitutions et discussions :

A titre de rappel, l'approche de constitution des groupes est indiquée au chapitre sur la méthodologie. Suite donc aux travaux en groupes et aux restitutions et discussions qui ont suivi, les contributions pertinentes suivantes ont été retenues :

a. En général :

□ Les produits animaux n'ont pas été suffisamment ressortis comme des critères et indicateurs de valeur de l'élevage ;
□ Les indicateurs ne sont pas toujours renseignés ;
□ La contribution du pastoralisme à la sécurité alimentaire en zone sahélienne n'est pas prise en compte.

b. Concernant les valeurs des terres de pâturages :

Les contributions pertinentes faites ont été catégorisées comme suit :

- Les biens matériels :
  - Fourrage, arbres
  - Alimentation humaine (lait, et sous-produits comme fromage et autres, viande, laine)
  - Peaux pour l'artisanat, fumier / déjections animales pour la fertilisation des sols (en plus de la fumure, les légumineuses présentes permettent d'augmenter la fertilité) ; force de traction,
  - Possibilités de production d'énergie (biogaz)
  - Produits forestiers non ligneux
  - Pharmacopée
  - Bois de chauffe
  - Matériaux de construction (bois d'œuvre, corde, chaume)

- Services environnementaux :
  - Possibilités de lutte anti érosive (éolienne et hydrique)
  - Eléments minéraux
  - Potentiel de dissémination des semences par les animaux (zoochorie)
  - Conservation de l'écosystème pâturé / Fertilisation des parcours, levée de dormance de certaines espèces végétales, biodiversité, pluies, récupération des terres dégradées, régénération, limitation de l'érosion ;
  - Faune sauvage

- Valeurs socioculturelles :
  - Brassages de cultures / rapprochement des peuples
  - Echanges de savoir et de savoir faire
  - Métissage (hommes, animaux)
  - Impôts et taxes

- Les acteurs qui en sont bénéficiaires :
  - Eleveurs
  - Agriculteurs et agro-éleveurs,
  - Riverains, notamment les femmes pour la cueillette des arbres forestiers
  - Chasseurs
  - Bouchers, tanneurs, cordonniers…
  - Apiculteurs, radiothérapeutes,
  - Collectivités locales, autorités traditionnelles
  - Etat
  - Industries alimentaires, textiles etc.

- Les indicateurs pour évaluer ces valeurs :
  - Biomasse
  - Valeur fourragère
  - Composition floristique
  - Quantité de fumier produite
  - Rendement en produit
  - Montants des impôts et taxes

- Capacité de charge
- Recouvrements du sol / Taux de matière organique des sols, stock de carbone dans le sol
- Indices de biodiversité
- Embonpoint des animaux
- Croit du troupeau
- Nombre de conflits réglés à l'amiable…

c. Concernant les savoirs locaux :

Deux groupes ont travaillé sur la même thématique. Le tableau ci-après est le résultat de la consolidation de la production des deux groupes. Les savoirs qui y apparaissent sont issus du brainstorming réalisé dans les groupes. A l'évidence, ils sont à la fois riches et intéressants pour la détermination des valeurs économiques, socioculturelles, et environnementales des terres de pâturages.

Savoir locaux des éleveurs	Savoir locaux spécifiques
Pour évaluer le potentiel du milieu	– Les plantes toxiques à la consommation du bétail / espèces pâturées : connaissances locales sur leur identification: exemple : samberu (*Eriocephalusafricanus*), Agugu (*Brackenfern*) ; espèces à régénération rapide – Connaissance sur la dynamique saisonnière des pâturages (sheto, dumirle, nyelle, dabberle, shedirle) / pression sur le pâturage – Orientation du bétail en fonction des saisons – Techniques locales d'identification des points d'eau contagieux – Connaissance locales sur la valeur nutritive de certaines essences – Connaissance en techniques d'identification des pâturages infectés / Risques associés à l'utilisation des pâturages (contact avec la faune, charbon, et maladies diverses…)
Pour prédire les évolutions du milieu	– Connaissances sur les indicateurs de dynamique du pâturage – Surveillance des plantes éphémères (si elle paraît plutôt) la saison sera courte
Pour négocier des accords avec les populations des territoires d'accueil	– Capacité de négociation de pâturage avec les chefs traditionnels – Déterminisme sociologique des populations des zones d'accueil – Connaissance des communautés d'accueil
Pour organiser la mobilité du bétail	– Technique locale de mobilité du bétail pour éviter le surpâturage – Techniques locales d'identification des aires de repos sécurisées – Déterminisme sociologique des populations des zones d'accueil – Connaissance des communautés d'accueil – Temps propices pour l'abreuvement et conduite des animaux au pâturage – Bonne connaissance de la saison favorable – Pisteur (garso), détecte où il faut aller en transhumance

Pour interpréter le comportement des animaux au pâturage	– Sélection du pâturage selon les espèces animales – Capacité de reconnaitre certaines espèces végétales qui contribuent à la santé des animaux – Observation du comportement des animaux détermine la période de départ en transhumance (nervosité, tendance à l'éloignement) – Sensibilité des races aux maladies (redfulani plus sensible que les white fulani aux maladies transmises par les tiques) – Savoirs sur les comportements des différentes espèces (séparation des bovins avec les caprins pour éviter la transmission de maladies respiratoires, faciliter la garde (caprins capricieux) / Connaissance sur l'adoption des veaux orphelins
Pour entretenir et régénérer les milieux	– Techniques locales d'émondage amélioré pour le pâturage aérien – Techniques locales d'utilisation et de gestion des feux de brousse – Technique de gestion des pâturages pour éviter le tassement et la destruction de pâturage (puits de faible débit, retenues d'eau temporaires…..) – Rôle de la rumination pour lever la dormance des graines – Valorisation des terres marginales

VII. Les exposés introductifs du deuxième jour et discussions :

- Exposé sur ''la valeur des terres de pâturages selon le développement durable'', par M. BanaonNemaoua du Gret au Burkina Faso. L'orateur a indiqué qu'il s'agit de prendre en compte les dimensions du développement concernant l'environnement, le social, l'économie et la culture (exposé joint en Annexe 4).

- Exposé sur ''la Construction d'une méthode multicritère innovante d'évaluation de la durabilité des systèmes pastoraux dans les territoires'', par Alexandre Ickowicz (Voir Annexe 5)

A la suite de ces exposés, les discussions ont porté sur les points suivants :

- Rendre les méthodes et outils aussi compréhensibles que possible
- Les éleveurs et leurs organisations doivent prendre conscience que leur fragilisation procède de leurs déficits organisationnels, de leur entregent insuffisant, de leur incapacité à se faire écouter, à s'impliquer dans les dynamiques de niveau politique, programme et projets qui les concernent ;

Voir dans quelle mesure APESS doit se positionner toujours davantage comme dispositif de plaidoyer pour l'intégration locale, nationale et sous régionale

- La non prise en compte des intérêts différents selon qu'on est ''éleveurs étrangers'' ou ''éleveurs autochtones'' ; manque de stratégies d'occupation pérenne des terres ; tendance accrue de déplacement des éleveurs vers le sud, ce qui fragilise les arrivants par rapport aux sédentaires
- Superposition du code traditionnel et du droit moderne
- Prise en compte insuffisante des mutations de l'élevage et espaces vers des pratiques de néo élevage innovantes orientées vers le marché et des accords inter états

– Quelle nouvelle organisation pour permettre aux éleveurs de s'intégrer dans les dynamiques des états nations ?

VIII. Travaux en groupes le deuxième jour, restitutions et discussions :

Les mêmes groupes sont repartis en ateliers pour :
– revisiter et prioriser les productions de la veille ;
– les analyser.

Les contributions et questionnements suivants sont ressortis des discussions qui ont suivi le deuxième tour des restitutions des travaux en groupes :

– Voir dans quelle mesure élaborer un guide de recensement des cheptels ; un tel guide devrait permettre un recensement transfrontalier (avec collaboration des états parties) pour disposer des données pertinentes. Il est apparu que cela devrait pouvoir se faire puisque la pratique d'identification des bêtes a de plus en plus cours pour prévenir les vols. Les éleveurs ont estimé qu'il n'y aurait pas d'entrave au recensement si la confiance s'instaure sur la base de la preuve des avantages pour eux que leurs bétails soient ainsi recensés. Quelques-uns de ces avantages ont été relevés, à savoir qu'un tel recensement devrait :
  ~ permettre d'attirer les investissements dans le secteur de l'élevage ;
  ~ permettre des planifications plus renseignées ;
  ~ se faire avec des méthodes certes à affiner, mais ces méthodes devraient inclure le ''porte à porte'', l'outil ''bilan simplifié''…

IX. Les visites de terrain :

La visite au site CRIPA/APESS de Garoua, a permis d'apprécier les installations dédiées à l'administration, aux formations, à l'hébergement et à la restauration lors des formations. Les participants ont été impressionnés par ce qui a été ainsi réalisé avec des budgets plutôt modestes.

Photo de famille à l'entrée du bâtiment

La visite à Guider a eu trois (3) temps forts : la séance de travail dans la salle des actes de la commune, la visite de courtoisie au Préfet, et la visite d'un parcours / espace pastoral.

a. La séance de travail.

Elle a regroupé des éleveurs et des représentants de leurs organisations locales, des représentants des mairies locales, des services étatiques en charge de l'élevage, le représentant de l'administration territoriale locale (sous-préfet), ainsi que les participants à l'atelier venus majoritairement en visite. Après les mots de bienvenues et autres remerciements d'usage, des personnes ressources ont situé le contexte et rappelé l'histoire de la mise en œuvre concertée de l'initiative d'affectation des terres selon les spéculations agricoles et pastorales qui faisait l'objet de la visite. Il est ainsi rappelé que 18 espaces

pastoraux ont été affectés, mais que les conventions convenues pour ce faire ont été peu respectées, parce que :

- les mesures de suivi de leur mise en œuvre n'ont pas été durablement effectives ;
- les installations des migrants venant de l'Extrême-Nord, qui étaient initialement encadrées, ont généré par la suite un flux spontané et massif de populations agricoles, ce qui a produit une augmentation sans précédent de la pression sur les terres entrainant souvent des conflits entre exploitants (agriculteurs-éleveurs, éleveurs-éleveurs), conflits souvent tranchés en défaveur des éleveurs ;
- la délimitation des Aires Protégées (parcs nationaux) a aussi contribué à réduire les possibilités d'accès aux terres en général, et aux terres de pâturage en particulier ;
- nombre d'éleveurs de cette localité combinent leurs élevages avec des pratiques culturales ;
- la surenchère des intrants agro pastoraux alors que les sols s'appauvrissaient, sur exploités qu'ils étaient par la pratique des cultures de rente…

Compte tenu du rappel de ces éléments de contexte, les participants à l'atelier ont pu se rendre compte des limites des approches cogestion des espaces entre pasteurs et cultivateurs, de la nécessité de prendre en compte les contextes, ainsi que de l'importance d'aller vers la production des fourrages…

b. La visite de courtoise a permis d'informer l'autorité administrative des tenants et aboutissants de la visite.

c. La visite d'un parcours / espace pastoral a permis aux participants visiteurs d'apprécier au réel ce qui leur était décrit / expliqué en salle. Les aspects concernant la dégradation des pâturages, et donc le défi de nourrir le bétail surtout lors des saisons critiques sont apparus clairement.

X. Les témoignages et exposés introductifs du quatrième jour et discussions

Certains témoignages ont été improvisés. En l'absence d'exposés écrits il a fallu en documenter les aspects importants.

- ❑ Pour le témoignage portant sur une expérience d'agro pastoralisme dans l'Adamaoua au Cameroun, il en a été retenu :

- l'approche de ''learning by doing'' sur un terrain familial de 200 hectares où les promoteurs sont passés par des étapes d'acquisition des formations, d'adoption des pratiques de cultures de fourrages, de rotation / stabulation des animaux en saison sèche grâce aussi à la maitrise de l'eau (puits, forage, pompe immergée grâce à une

subvention publique), ce qui permet la culture irriguée du fourrage pour en disposer même en saison sèche…

- la maitrise progressive de la sélection des génotypes adaptés et l'acquisition des géniteurs laitiers, et développement des croisements et de l'insémination artificielle, ce qui permet d'atteindre des rendements de 10 litres / jour / vache ;
- l'établissement des partenariats divers, y compris internationaux ;
- le développement de la commercialisation sur la base d'une maîtrise progressive des techniques et technologies de transformation du lait, sur un marché où la demande reste supérieure à l'offre.

- ❑ L'autre témoignage a été fait par Dodo Boureima du Niger, Secrétaire Exécutif du RBM. Son témoignage a porté sur la manière dont les organisations d'éleveurs ont influencé efficacement le processus d'élaboration du code pastoral au Niger. Il a indiqué que, grâce à cette implication des organisations d'éleveurs, le code adopté est apparu innovant par bien des aspects. L'approche pour cette implication s'est faite à travers des cadres de concertation multi-acteurs autour des thématiques stratégiques. De cette manière un draft de code a été proposé au gouvernement en insistant surtout sur les contenus, à charge pour les juristes de les mettre ensuite en forme .
- ❑ Une présentation de travaux de recherche développement conduit au Burkina Faso par le Cirdes et le Cirad (M. A. Diallo et E. Vall) a permis de montrer que la valeur des pâturages pouvait être dévoilée à travers l'analyse des savoirs locaux des éleveurs
- ❑ Un partage des acquis et expériences réussies de la mise en œuvre du Projet Régional de Gestion Durable du Bétail Ruminant Endémique en Afrique de l'Ouest (PROGEBE), voir Annexe 7

Suite à ces témoignages et exposés introductifs, les aspects significatifs suivants ont été relevés lors des discussions :

- Défi de poursuite de la transhumance dans un contexte de réduction et dégradation continus des espaces de pâturage, de nouvelles contraintes environnementales et de changement climatique, et d'augmentation de la pression sur la ressource du fait de la taille accrue des élevage et de l'augmentation des terres cultivées ;
- Souhait que les méthodes d'évaluation multicritères des valeurs des pâturages et de prise en compte des savoirs locaux pour l'évaluation des terres de pâturages présentées par le CIRAD, le CARI et le CIRDES soient adaptées et diffusées au sein du réseau APESS ;
- Prendre en compte les aspects de santé animale ;
- Le modèle d'aménagement du territoire ''down-top / top-down'' au Mali est apparu pertinent et à conseiller ; toujours au Mali, il en est de même de la bonne pratique de bon fonctionnement de la plateforme de gestion concertée des conflits ;
- Nécessité de travailler à maintenir des races de bétails adaptés / performants / rustiques avec l'appui des fonds publics, et une plus grande implication du CIRDES ;
- Nécessités pour les éleveurs de toujours mieux s'organiser pour influencer les réformes des textes et lois en leur faveur ;
- Que les agences sous régionales (CEDEAO, CEEMAC/….) conseillent davantage les Etats en matière de réforme des textes, lois, politiques, programmes et projets

transfrontaliers, y compris une meilleure prise en compte des recherches scientifiques qui doivent, entre autres, aider à mieux caractériser les élevages ;

- Les éleveurs ont proposé d'aller de plus en plus vers des affectations des zones réellement réservées à l'élevage, et non plus seulement aux pâturages, ce qui permettrait d'y réaliser des investissements et équipements conséquents et de nature à pérenniser cette affectation ;
- Rappel que le CIRDES dispose bien d'une banque de gêne pour les besoins d'amélioration génétique du bétail à la demande ;

XI. Travaux en groupes le quatrième jour, restitutions et discussions :

Au quatrième jour, les groupes ont travaillé comme indiqué plus haut au chapitre sur la méthodologie. L'exercice a surtout consisté à définir ce qu'il faut faire pour arriver à une meilleure valorisation des terres de pâturage, par qui ? Où ? Et quelles formations nécessaires ? Les matrices ci-après ont été produites et validées, bien que certains groupes aient orienté leurs réflexions plutôt vers des idées de projets de développement à mettre en œuvre. L'exploitation à faire de ce rapport doit tenir compte de cet écart d'approche, ainsi que des niveaux différenciés de finalisation de l'exercice.

a. Matrice sur les aspects d'ordre économique et socioculturels

Biens et services tirés des terres de pâturage	Acteurs	Indicateurs	Outils/méthodes
Fourrage, arbres, alimentation humaine (lait, et sous-produits (fromage), viande, laine), peaux pour l'artisanat, fumier, force de traction,	Agriculteurs, apiculteurs, agro-éleveurs, tradithérapeutes, bûcherons, pasteurs, femmes pour la cueillette des arbres forestiers, collectivité, chefs traditionnels, bouchers, tanneurs, chasseurs, cordonniers, Etat	Biomasse et valeur fourragère, composition floristique Quantité de fumier produite Superficie cultivée	Suivi satellitaire, suivi sur le terrain Estimation à partir de l'effectif d'animaux, valeur monétaire du fumier, Recensement cheptel Paramètres zootechniques et prix en fonction des systèmes d'élevage Aires d'abattage, abattoirs (production et prix) Nombre de bœufs de labour, formule de calcul de force de traction
Médicine traditionnelle, Artisanat, contribution aux taxes locales et nationales, bioénergie, capital bétail/épargne, le bois, le charbon, les fruits, source de revenus pour les autres utilisateurs de la brousse, création de marché à bétail	Agriculteurs, apiculteurs, agro-éleveurs, tradithérapeutes, bûcherons, pasteurs, femmes pour la cueillette des arbres forestiers, collectivité, chefs traditionnels, bouchers, tanneurs, chasseurs, cordonniers, Etat	Montant des taxes par jour de marché / Taxes de traversée (frontière et communes) Niveau de revenus au niveau de la famille Nombre de ménages qui utilisent la bioénergie, ainsi que des bucherons Nombre de guérisseurs Nombre de cas traités par les plantes Revenus de l'artisanat	Enquêtes ménages et autres Exploitation des registres de suivi des marchés Recensement

Biens et services tirés des terres de pâturage	Outils/méthodes	Que faire ? Quelles améliorations nécessaires ?	Par qui ?	Où (pays, sous-région, autres) ?	Formations / capacitations nécessaires
Sources d'eau de surface : Fleuve, Rivière, Barrage, Bouli		- Aménagement - Règlementation, pour avoir accès équitable à l'eau - Sensibilisation et former à l'utilisation	– Etat, communauté Groupement, Partenaire – Groupement – Santé animale	– Région Pays – Collectivité	En Hygiène et assainissement
Produits forestiers non ligneux pour aliment, pharmacopée	– Inventaire des plantes médicinales utilisées à travers des enquêtes – Etude ethnobotanique vétérinaire et médicale	– Préserver ; Améliorer pour réduire leur cycle de production ; – Gérer l'utilisation ; – Domestiquer ; – Inventorier ; – Rechercher les principes actifs	Recherche, Etat les OP, collectivités	Local, Pays, Régional	
Viande et produits dérivés		Améliorer l'hygiène et le processus de transformation et de conservation Sensibiliser à la consommation	Recherche, transformateur, Partenaires technique, service vétérinaire	Local, Pays, Régional	Formation en hygiène et technologie de transformation, Communication pour le changement de comportement
Lait et produits dérivés pour l'alimentation, sécurité alimentaire et nutritionnelle					
Eléments minéraux	Pratique d'organisation des événements autour de ces salines (cure salée) ; Classification des terres (reproduction,	Inventorier Identifier et géo référencer toutes les terres et analyser la composition, Aménagement	Recherche et les OP	Local Pays Sous - régional	Formation

	engraissement, santé)				
Bonne connaissance sur les espèces pâturées	Approfondir Valoriser la connaissance sur les espèces pâturées		Tous les acteurs	Pays Région	Formation des jeunes
Déterminisme sociologique des populations des zones d'accueil		Maintenir et renforcer les cercles d'amitié et relation socio – culturel	Les éleveurs, les éleveurs	Localité, Pays Région	
Temps propices pour l'abreuvement et conduite des animaux au pâturage		Transmission des connaissances			Formation des jeunes

b. Matrice sur les aspects environnementaux et de développement durable :

Valeurs (biens et services)	Méthodes et outils	Que faire ? quelles améliorations nécessaires ?	Par qui ?	Où (pays, sous-région, autres)	Formations/capacités nécessaires
Fourrage	– Quantification de la biomasse – Valeur pastorale – Valeur nutritive – Couplage entre méthodes de terrain et satellitaire	– Associer savoirs locaux et scientifiques – Harmoniser les méthodes et les typologies	Scientifiques et éleveurs	– Par zone agro-écologique – Par système d'élevage	– Atelier méthodologique – Atelier de formalisation des savoirs locaux
Source d'eau de surface	– caractérisation des eaux de surface – cartographie – couplage entre méthodes de terrain et satellitaire	– typologie, inventaire, volume	Scientifiques et éleveurs	– Par zone agro-écologique	– utilisation des images satellitaires – mesure de terrain
Fertilisation des parcours	– Mesure de la stabilité des sols	– Apprécier la stabilité des sols (éleveurs) – Analyser les	– Eleveurs – Laboratoire	– Par zone agro écologique – Par unité paysagère	– Atelier de formalisation des savoirs locaux

	– Analyse de laboratoires	échantillons de sol (laboratoire)			
Dissémination des espèces	– Levée de dormance	– Rapport entre densité ligneuse et densité du cheptel	– Eleveurs et scientifiques	– Par zone agro-écologique – Par système d'élevage – Comparer les zones de fréquentation de bétail aux zones non pâturées	– Atelier de formalisation des savoirs locaux
Biodiversité	Évaluation de la ressource	Inventaires, caractérisation,	– Scientifiques et éleveurs	– Par zone agro écologique – Par unité paysagère – Par système	– Atelier de formalisation des savoirs locaux
Pluies	Mesure de la pluviométrie	Bilan hydrique spatialisé	– Scientifiques	– Par zone agro écologique – Par unité paysagère	
Restauration des terres dégradées (réhabilitation, affectation)					
Régénération des espèces végétales					
Limitation de l'érosion					

XII. Résolutions, recommandations et feuille de route.

Elles sont rapportées ci-après telles qu'elles ont été validées sur la base des propositions faites par le Comité de pilotage évoqué au chapitre ci-dessus portant sur la méthodologie.

- **Résolutions pour APESS :**

1. Construire un argumentaire sur les principales valeurs (biens et services des terres de pâturage) afin de nourrir sa stratégie de plaidoyer au niveau national et sous régional en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) ;
2. Capitaliser les savoirs locaux en relation avec la recherche et les partager à travers le renforcement des capacités des éleveurs ;
3. Elaborer un programme pour la sécurisation et l'aménagement des espaces et parcours pastoraux, en lien avec les initiatives régionales ou internationales en cours.

- **Recommandations à l'endroit des communautés économiques régionales :**

1. Développer des relations de concertation entre la CEDEAO et la CEEAC/CEMAC dans le domaine des politiques d'élevage y compris la gestion des Ressources Génétiques Animales (RGAn) locales.

2. La CEDEAO et la CEEAC/CEMAC doivent conjuguer leurs efforts pour appuyer les pays à développer des concertations bilatérales sur les échanges commerciaux et les mouvements transfrontaliers des transhumants.

3. Les institutions d'intégration régionale (la CEDEAO et la CEEAC/CEMAC) doivent accompagner les organisations professionnelles à base régionale des éleveurs et des agriculteurs à mieux se concerter pour la bonne réussite des politiques publiques de développement Agricole régional (production végétale, pastorale et halieutique).

4. L'accès au progrès technologique est conditionné par la génération des connaissances et leur diffusion auprès des utilisateurs. Ainsi, les CER (Communauté Economiques Régionales) devraient se concerter pour appuyer les institutions de recherche et les instituts techniques de l'élevage.

- **Recommandations de l'Atelier en général**

1. Créer des outils adaptés pour mieux caractériser les valeurs dimensions économiques, sociales et environnementales de l'élevage et ses contraintes pour leur prise en compte dans la programmation des politiques, des programmes et des projets.

2. Faire le plaidoyer sur la base des valeurs avérées des terres de pâturage pour améliorer les politiques et les programmes.

3. Capitaliser et disséminer les résultats de recherche, expériences et les bonnes pratiques

4. Renforcer les capacités des vulgarisateurs et le maillage de l'encadrement.

5. Inscrire les solutions aux défis du pastoralisme dans les logiques multi acteurs à tous les niveaux (local, national, sous régional).

❑ **Feuille de route :**

Activités	Résultats attendus	Quand?	Par Qui?
Finaliser et partager les présentations faites lors de l'atelier	❑ Les connaissances des participants sur les expériences et les bonnes pratiques pour l'accès des éleveurs au foncier pastoral sont améliorées	24/11/2013	Présentateurs
Elaborer le rapport de l'atelier	❑ Les objectifs, le processus, les résultats, les expériences, les leçons apprises (bonnes pratiques, *success stories*, *failed stories*), les conclusions et les recommandations de l'atelier sont documentés	28/11/2013	Facilitateur (Isaac)
Restituer les conclusions et recommandations de l'atelier	❑ Les acteurs concernés sont sensibilisés sur les conclusions et recommandations de l'atelier de Garoua	20/12/2013	Participants
Elaborer une Note aux décideurs (policybrief)	❑ Les décideurs sont informés et sensibilisés sur la problématique de l'accès des éleveurs au foncier pastoral	15/12/2013	APESS
Elaborer une Note conceptuelle de projet de recherche pour le développement	❑ Le concept de « méthode d'évaluation multicritères basée sur le développement durable des terres de pâturages » est prouvé ❑ Une Note de politique basée sur les résultats de recherche (outil de plaidoyer) est élaborée	Mars 2014	CIRAD CORAF APESS
Elaborer et mettre en œuvre un plan de formation des éleveurs et des autres usagers des ressources naturelles Produire un magazine sur l'atelier	❑ Un manuel de formation en évaluation de la valeur des terres de parcours est élaboré ❑ Les capacités des éleveurs et des autres usagers sont renforcées à l'utilisation de la méthode innovation d'évaluation de la valeur des terres de parcours ❑ Capitaliser les travaux et permettre une meilleure dissémination	Début 2015 Février 2014	APESS APESS

Conduire des actions de plaidoyer en direction des décideurs	❑ La compréhension des décideurs sur la valeur réelle des terres de parcours est améliorée ❑ L'accès des éleveurs au foncier pastoral est pris en compte dans les cadres législatifs et réglementaires aux différents niveaux local, national et régional (espace CEDEAO et CEEAC)	À l'issue de la recherche	APESS RBM ROPPA PROPAC
Suivre la mise en œuvre du plan d'action de l'atelier de Garoua	❑ La performance de mise en œuvre du plan d'action est assurée ❑ Les effets et les impacts de l'atelier sont documentés		APESS CIRAD CORAF

XIII. Conclusion.

Il est apparu que, pour l'essentiel, les bases pour continuer, suite aux travaux de l'Atelier sont :

a. Eléments de valorisation des terres de pâturage :

❑ **Aspects économiques :**

- Fourrage,
- Arbres, bois, charbon
- Alimentation humaine (lait, et sous-produits, fromage, viande, fruits…),
- Peaux et laine pour l'artisanat,
- Fumier,
- Force de traction,
- Taxes locales et nationales,
- Bioénergie,
- Capital bétail/épargne, le bois, le charbon, les fruits,
- Source de revenus pour les autres utilisateurs de la brousse, notamment s'agissant des produits forestiers non ligneux par exemple
- Marché à bétail…
- Pratique d'organisation des événements autour de ces salines (cure salée), en tant qu'évènement touristiques…

❑ **Aspects socioculturel :**

- Savoirs locaux nombreux tels que listés plus haut
- Déterminisme sociologique des populations des zones d'accueil
- Pratique d'organisation des événements autour de ces salines (cure salée) ;

❑ **Aspects des biens et services environnementaux :**

- Fourrage
- Source d'eau de surface

- Fertilisation des parcours
- Dissémination des espèces /
- Biodiversité
- Pluies
- Restauration des terres dégradées (réhabilitation, affectation)
- Régénération des espèces végétales
- Limitation de l'érosion

b. Approches de valorisation (à affiner) :

- Inventaires et enquêtes
- Etudes (ethnobotanique, vétérinaire, médicale…)
- Classification des terres (reproduction, engraissement, santé)
- Suivi satellitaire, suivi sur le terrain
- Estimation de la valeur monétaire du fumier à partir de l'effectif d'animaux
- Recensement cheptel, avec différenciation (bêtes d'abattage, de labour…)
- Paramètres zootechniques et prix en fonction des systèmes d'élevage
- Détermination de formule de calcul de force de traction
- Exploitation des registres de suivi des marchés
- Quantification de la biomasse
- Valeur pastorale
- Valeur nutritive
- caractérisation des eaux de surface
- cartographie
- Mesure de la stabilité des sols
- Analyse de laboratoires
- Levée de dormance
- Évaluation de la ressource
- Mesure de la pluviométrie

c. Intervenants (individuellement et/ou en partenariats) :

- Etat, service zootechniques et vétérinaire
- Recherche, laboratoires
- Les OP,
- Les collectivités, chefs traditionnels
- Les opérateurs transformateurs,
- Les Partenaires techniques et financiers
- Les éleveurs (y compris les femmes dans leurs rôles habituels) et leurs organisations
- Les Agriculteurs, apiculteurs, agro-éleveurs,
- Les radiothérapeutes,

d. Domaines de besoins de formations / renforcement des capacités :

- Communication pour le changement de comportement
- Technologies de transformation,
- Ateliers méthodologiques

- Ateliers de formalisation des savoirs locaux
- Utilisation des images satellitaires et mesure de terrain

Il s'agira donc de prendre appui sur ces éléments pour nourrir la feuille de route proposée ci-dessus en vue d'exploiter au mieux les acquis de l'Atelier de Garoua.

XIV. Cérémonie de clôture.

La cérémonie de clôture de l'atelier a été ponctuée par les interventions des personnalités suivantes :

- Pr Toussaint Bengone Ndong, SE de la CEBEVIRHA
- Dodo Boureima, SE du RBM
- Dr Yacouba Sanon, Représentant CEDEAO
- Dr Yapi-Gnaoré Valentine, Directrice du CIRDES
- M. Nino Abdou, du ROPPA
- Dr Ibrahima Aliou, SG/APESS

Toutes ces interventions se sont articulées, à des degrés divers, autour des considérations non exhaustives suivantes :

- Remerciements aux (1) participants pour avoir trouvé le temps de venir malgré leurs autres sollicitations non moins importantes, (2) aux organisateurs pour l'invitation, la chaleur de l'accueil et la bonne organisation de l'atelier, et (3) aux partenaires techniques et financiers (avec une attention particulière pour le CORAF, le CIRAD, la DDC et la CEDEAO), pour leurs contributions qui ont permis la bonne tenue de l'atelier ;
- Des appréciations sur l'approche participative adoptée, ce qui induit la pleine participation de tous aux travaux, favorisant les échanges d'expériences et le rapprochement éleveurs-chercheurs, ainsi que des contributions généralement jugées riches, diversifiées et engagées ;
- Le fait d'avoir atteint les objectifs et résultats escomptés généralement au-delà des attentes anticipées ;
- L'appel à tous pour que les solutions, résolutions et recommandations adoptées soient effectivement mises en œuvre avec l'engagement et les contributions des toutes les parties concernées en vue des pratiques d'élevage toujours plus performants ;
- L'engagement des représentants des partenaires techniques et financiers de rendre compte pour induire des contributions nécessaires attendues ;
- Les encouragements d'APEES à continuer sur sa lancée, notamment en abordant d'autres thématiques d'importance ;
- La nécessité pour les organisations des éleveurs de toujours mieux se prendre en charge, se concerter, s'impliquer et plaider pour une valorisation toujours plus accrue des terres de pâturages en particulier, et de l'élevage en général, et cela dans le cadre des politiques, programmes et projets ;
- La nécessité de mieux prendre conscience que la connaissance a un coût, et plaider / influencer davantage l'investissement dans la recherche scientifique et la valorisation des savoirs locaux ; à ce propos, le CIRDES s'est positionné comme partenaire disposé à accompagner les initiatives qui le solliciteraient.

ANNEXES

ANNEXE 2 : Liste de présence

	Noms & Prénoms	Institution	Fonction	Pays	Adresse
1	Pr Toussaint Bengone Ndong	CEBEVIRHA	S.E de la CEBEVIRHA	Tchad	+235 68341130 tbengone@gmail.fr
2	Dr Kagoné Hamadé	CORAF	Gestionnaire de Programme Elevage	Sénégal	hamade.kagone@coraf.org
3	Mara Ibrahima	ITC/Walic	Expert régional en renforcement de capacité et développement institutionnel	Gambie	bolobamara@gmail.com +220 99 67 774
4	Sanou Seydou	INERA	Chercheur	Burkina Faso	sanouseydou67@yahoo.fr
5	Dr Ibrahima Aliou	APESS	SG/APESS	Burkina Faso	ibrahimaaliou@yahoo.fr
6	Traoré Adama	APESS	Resp S/E	Burkina Faso	tradamas@gmail.com
7	Modibo Oumarou	APESS	Coordonnateur CRIPA DORI	Burkina Faso	modibooumarou@gmail.com
8	Ba Ousmane	APESS	Vice-Président	Sénégal	cnc_senegal@yahoo.fr
9	Mme Ba FatimataDadel	APESS	Secrétaire Générale CNC	Sénégal	fatoumatadadelba@yahoo.com
10	Barry Ahmed Newton		Consultant Communication	Burkina Faso	bangreib@yahoo.fr
11	Félix Dobgimat	Futures-Link	Interprète	Cameroun	feldobgima@yahoo.fr
12	Mme Barry Safiétou		Interprète	Burkina Faso	safia_barry@yahoo.fr
13	Némaoua Banaon	GRET	Chef de Projet	Burkina Faso	banaon.burkina@gret.org ; banaon@gret.org
14	ICKOWICZ Alexandre	CIRAD/LIFLOD	Chercheur	France	alexandre.ickowicz@cirad.fr
15	VALL Eric	CIRAD/LIFLOD	Chercheur	France	eric.vall@cirad.fr
16	Barry Boubakary	APESS	Chargé programme éducation	Burkina Faso	barry.boubakary@gmail.com
17	Njifakue Isaac	IMES	Consultant	Cameroun	imcs@idee-action.com ; et isaacnjifakue@yahoo.fr +237 77 897113
18	Dr YAPI-GNAORE	CIRDES	Directrice	Burkina Faso	evayapi11@yahoo.fr ;

	Valentine				dgcirdes@fasonet.bf
19	Nino Abdou	ROPPA		Niger	nino_gajango@yahoo.fr +227 96969498
20	Bayéro Mohamadou	CAON/FED	Chargé de Programme	Cameroun	bayerobounou@yahoo.fr +237 99 992621
21	Soumana Idrissa	CNSEL	Chercheur	Niger	smaiga15@yahoo.fr +227 90992989
22	Dr Dewa Mohamadou	APESS	Coordonnateur CRIPA Garoua	Cameroun	dewamohamadou@yahoo.fr
23	Dr MONDEDJI Abla Déla	CORAF/WECARD	Fellow Programme Elevage Pêche et Agriculture Enseignant-Chercheur	Sénégal	dela.mondedji@coraf.org +221 774617977
24	Dia Mamadou Lamine	MDR	Chercheur	Mauritanie	mldsb@hotmail.com
25	Ouologuem Bara	IER/Mali	Chercheur	Mali	ouologuembara@yahoo.fr
26	Pr Houinato Marcel	Université Ab. Calavi Bénin	Professeur	Bénin	mrhouinat@yahoo.fr +229 97696664/ 95400781
27	Dodo Boureima	RBM	Producteur	Niger	goroubanda@yahoo.fr
28	Dr Dao Balabadi	ITRA	ITRA	Togo	balabadidao@gmail.com +228 90760225
29	Yousoufa Yaya	APESS	Président CNC	Cameroun	+237 99 85 78 30
30	Djaouro Goni	APESS	Leader	Cameroun	+237 77210600
31	Nana Abdoulaye	APESS	Responsable FPE	Cameroun	abnadjo@yahoo.fr +237 99854683
32	Ahmat Adoum Aboulfathi	CNC/APESS Tchad	Président	Tchad	Ahmatadoum.aboulfathi@yahoo.fr +23166288098 / 99556364
33	Dr Souleyman Abbakellou	CEBEVIRHA	Directeur de la production animale	Tchad	souleymanabbakellou@yahoo.fr
34	Maïrama Haman Bello	APESS	Resp Formation éducation Genre	Cameroun	mairamahb@yahoo.fr
35	Aliou Fatoumata	APESS	Comptable	Cameroun	Fatoumata.aliou@yahoo.fr
36	Hamadu Kehri	APESS		Cameroun	+237 77512304

					hamadukehri@yahoo.fr
37	Dr Jallo Bouba	APESS	Executive charman ARDOLALGA Taraba state	Nigéria	+234 7030361989
38	Kora Abdoulaye	SNV	Coordonnateur	Maroua	akora@snvworld.org
39	Gassissou Gisèle Carole	CSRES	Elévage	Garoua	gassissoucarde@yahoo.fr
40	Mme Issa Hapsatou	DRPROFFN	C/SPSPG	Cameroun	adinahapsatou@yahoo.fr
41	Nguend Thomas	MINFOF	Resp. Délégué	Cameroun	Nguend1@yahoo.fr
42	Ibrahima Madi	DRADER	Resp. Délégué	Cameroun	+237 74576214
43	Ibrahima Sambo	ENIET-Gra	Directeur	Cameroun	+237 77188858
44	Mamoudou Faisal	APESS	Resp micro finance	Cameroun	+237 77433544 mamoudoufaisal@yahoo.fr
45	Aliou Abassi	APESS	Respplate forme et cadre concertation	Cameroun	+237 97341224 / 77 57 38 07 aliouabassi68@yahoo.fr
46	Djenktou Rolande	APESS	Professeur	Cameroun	+237 99 06 91 14
47	Manou Godje	MINEPDED	DéléguédépartementalBenoué	Cameroun	+237 77995716 godjemanou@yahoo.fr
48	DrYacouba Sanon	CEDEAO	Expert Régional PRIA/PNIA	Nigéria	sanonyacouba@yahoo.fr +234 8050810179
49	Mohaman Oumate	APESS	DéléguéRégional Nord Maroua	Cameroun	+237 75462717
50	Adamou Mohaman	APESS	Délégué UGEB éleveur	Cameroun	+237 99877955
51	DrNtoupka Mama	IRAD Maroua	CSR /IRAD	Cameroun	ntoupka.mama@gmail.com +237 75857448
52	Ibrahim Nana Bakari	APESS	Responsible des projets des exploitations familiales	Cameroun	ibrahim_bakary@yahoo.fr +237 99454022 / 77876827
53	Ahmadou Bakoura	Leader Communauté	AncienMaire	Cameroun	ahbakoura@yahoo.fr +237 99652741
54	Aboubakari Bindoho	CADPEN	Directeur	Cameroun	capen_org@yahoo.fr +237 99811858/75024417
55	DrAboubakar Dandjouma	IRAD Ngaoundéré	Chef de Centre	Cameroun	+237 77250263
56	Salif Tao	CommunicateurM	Minader	Cameroun	saliftao@yahoo.fr

		inader			+237 968442
57	Abubakar LawalBoro	CORET/NCNE	ProductorTchnologist	Nigeria	+234 8033176471 abdulboro@yahoo.com
58	Bobbo Bakari	CNEB	SG	Cameroun	+237 99860845
59	Nama Kouamé Justin	CORAF	Auditeur	Senegal	justin.nama@yahoo.fr
60	Ngah Presly Bongado	MINEPDED/Nord	Chef de service Développement durable	Cameroun	presly32@yahoo.com +237 77228824
61	Bernadette Diouf NIANG	Hub Rural	Programme specialist	Dakar	bernadetted@hubrural.org +221 338699640
62	Alim	APESS	RAF	Cameroun	alimabdoulaye@yahoo.fr +237 99672507 / 77 37 35 90
63	Barro/Soura Salamata	APESS	Secrétaire APESS/SG	Burkina Faso	apess_sg@yahoo.fr ; sala.barro@yahoo.fr +226 50346636
64	IdrissaYoussoufa	APESS	Communicateur	Cameroun	+237 96112560
65	Ahmat Abdoul Hadi Damane	CNC APESS/Tchad	Secrétaire Général, Sultan de Boutel Fil	Tchad	+235 66290355 / 99290355 damanahmat@yahoo.fr
66	Bouba Sali	AcupMbororo	Secrétaire Exécutif	Cameroun	acupmbororo@gmail.com +237 99832624

Annexe 4 :

Discours du Gestionnaire du Programme Elevage, Pêche et Aquaculture, représentant du Directeur Exécutif du CORAF/WECARD à la Cérémonie d'ouverture de l'atelier sur la ré-évaluation de la valeur des terres de parcours (Garoua, Cameroun).

Monsieur le Représentant de la Commission de la CEDEAO,

Monsieur le vice-Président de l'APESS,

Madame la Directrice Générale du CIRDES

Monsieur le Directeur Général du PRASAC,

Chers Invités à vos grades et rangs respectifs,

Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir pour moi de prendre la parole ce matin au nom Dr Harold Roy-Macauley, Directeur Exécutif du Conseil Ouest et Centre Africain pour la recherche et le Développement Agricoles (CORAF/WECARD), et du Dr Aboubakar Njoya, Coordonnateur du Réseau Elevage et Développement (LifLoD) et par ailleurs Directeur des Programmes du CORAF, pour rappeler les défis de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre et les actions de recherche et développement entreprises par le CORAF, ainsi que nos attentes vis-à-vis de cet atelier sur la ré-évaluation de la valeur des terres de parcours.

Le sous-secteur de l'élevage constitue une composante essentielle de l'agriculture ouest africaine, avec une large contribution au PIB agricole pouvant aller de 5% dans les pays côtiers, à 44% dans les pays sahéliens. Malgré un cheptel important estimé en 2010 à plus de 70 millions de bovins, 243 millions de petits ruminants et 600 millions de volailles, l'élevage ouest et centre africain demeure peu performant par rapport à ses potentialités et aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse et urbanisée. Pour preuve, le volume des importations en produits laitiers a connu une nette progression ces dix dernières années dans l'espace CEDEAO, passant de 162 milliards de franc CFA en 2000 à 370 milliards en 2008, soit une augmentation de 129%. En outre, les prévisions font état d'une croissance importante de la demande en produits d'origine animale estimée à 4% par an alors que la croissance annuelle de l'offre n'est que de 2% environ.

Monsieur le Gouverneur,

Mesdames et Messieurs,

Comment répondre durablement à l'augmentation considérable de la demande en produits animaux dans un contexte de compétition forte sur les ressources et de la nécessité d'une prise en compte des questions émergentes telles que le changement climatique et la pression foncière ?

La réponse du CORAF à cette question pertinente consiste à faciliter le développement, le financement et la mise en œuvre de plusieurs initiatives régionales de recherche pour le développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ces projets et actions portent notamment sur la promotion des systèmes de production mixtes cultures-élevage, l'appui au développement des chaînes de valeur bétail-viande et lait local, le renforcement de la résilience des systèmes de production animale face aux changements globaux et l'amélioration de la santé animale. Les résultats attendus de ces actions sont de 4 ordres, à savoir : (i) le développement de technologies et innovations appropriées, (ii) l'identification d'options stratégiques de prise de décision pour les politiques, les institutions et les marchés, (iii) le renforcement des capacités des systèmes nationaux de recherche agricoles (iv) et la gestion des connaissances en élevage. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'atelier sur la réévaluation de la valeur des terres de parcours organisé par le réseau LiFLoD (Elevage et Développement Local), en collaboration avec l'APESS et le CORAF/WECARD. Il est attendu de cet atelier qu'il crée un cadre de partage et d'échange d'expériences sur l'évaluation de la valeur des terres de pâturages en vue d'améliorer l'accès des éleveurs au foncier en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le CORAF se réjouit de participer à cette initiative qui répond aux priorités régionales de recherche et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre. En effet, parmi les thèmes prioritaires, on note l'identification d'options politiques pour une gestion durable des ressources naturelles, en termes d'accès et de gestion de l'eau, de réduction des conflits, de régulation, etc.

Monsieur le Gouverneur,

Mesdames et Messieurs,

Au regard de la qualité des participants, je ne doute pas un seul instant que les résultats de l'atelier seront pleinement atteints, c'est-à-dire que des méthodes innovantes d'évaluation des terres de parcours seront développées, et qu'un plan de formation des acteurs et un plan de mise en œuvre des conclusions et recommandations de l'atelier seront élaborés.

Avant de terminer mon propos, je voudrais remercier les Responsables des institutions partenaires telles que l'APESS, le CIRAD, la FAO et la CEDEAO pour leur engagement dans l'organisation thématique et matériel de l'atelier. Mes remerciements vont également à vous tous, pour votre participation effective à cet atelier malgré vos agendas très chargés.

Vive la coopération scientifique sous régionale !

Je vous remercie.

Annexe 6

Exposé sur ''la valeur des terres de pâturages selon le développement durable'', par le participant M. Banaon Nemaoua

Rappel du principe du développement durable :

Ce principe vise l'amélioration continue de la qualité de vie des citoyens par la prise en compte du caractère indissociable des dimensions

- environnementale,
- sociale,
- économique et
- culturelle du développement, dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle.

Rappel des fondements du sommet de Rio 1992 :

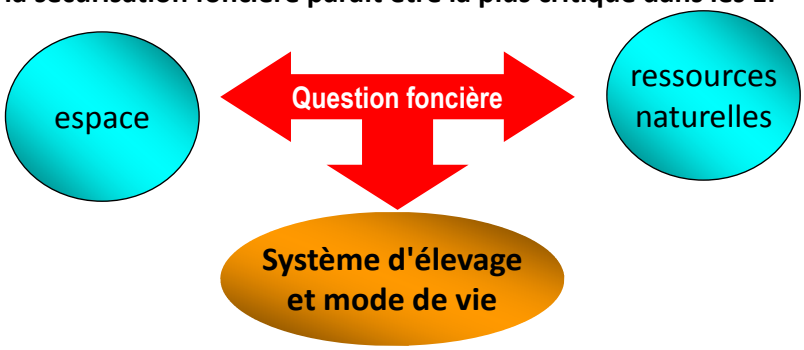
(i) la prévention,
(ii) la participation,
(iii) la précaution,
(iv) l'équité et la bonne gouvernance,
(v) la réparation (principe du pollueur- payeur),
(vi) la solidarité, et
(vii) la coopération.

Comparaison des thèses «anciennes» et «nouvelles» au sujet du développement pastoral :

Domaine	Thèses anciennes	Thèses nouvelles
Objectifs	Focalisation sur la production: développement de l'élevage	Focalisation sur les moyens primaires de d'existence: développement pastoral
Gestion des parcours	Amélioration des parcours libres (légumineuses, arbres Fourragers, rotations) Enclos et limitation de la Mobilité clôtures	Focalisation sur les ressources clés: amélioration, réhabilitation, création mobilité et souplesse: pas de clôtures
Planification	Planification sommaire du développement	Planification souple et adaptative, participation locale et reconnaissance des incertitudes
Sécheresse	Distinction entre le développement en année « normale » et l'aide en cas de sécheresse Focalisation sur les problèmes de production en année «normale»	Intégration de « l'immunisation » contre les sécheresses de la mise en œuvre de mesures de protection sociale Focalisation sur le suivi: réduction/reconstitution de cheptel, supplémentation alimentaire, etc.
Affectation des ressources	Régimes fonciers fixes : privatisation (ou régime	Régime souple: mélange complexe de régimes imbriqués

	communal et exclusif) intégrés Problèmes conflictuels en grande partie ignorés	Focalisation sur la négociation, la médiation, l'arbitrage des conflits
Institutions administration	Prestation globale de services à travers les services de vulgarisation centralisés Agents de vulgarisation pour les prestations techniques	Organisations pastorales responsables des questions gestion locale Agents de vulgarisation qualité d'organisateurs institutionnels

La question de la sécurisation foncière paraît être la plus critique dans les EF



Les cas des EF de BANFORA et de la KOMPIENGA montrent que la CONTRAINTE FONCIERE bloque l'évolution vers l'agropastoralisme et n'invite pas les éleveurs à investir dans l'amélioration des terres dont ils disposent ou de leur habitat.
Au bout de deux générations de migrants, les éleveurs n'avaient pas le droit de planter les arbres dans leurs campements; situation de précarité
C'est une donnée centrale quand on considère l'évolution de l'élevage

Les pratiques

- Les tentatives de récupération forte par les autres acteurs
- Les pasteurs sous estiment leur poids politique
- Pas de stratégie collective de mise en valeur par les pasteurs
- Echec des politiques d'intensification dans ces espaces publiques
- Les ZP communautaires sont plus viables? Mais frottement avec les collectivités.
- Les pasteurs et agro-pasteurs ont évolué mais cela reste très précaire
- Reconnaissance de la mise en valeur pastorale
- Se projeter dans l'avenir
- La décentralisation est une opportunité si les pasteurs mesurent bien les enjeux: marchés à bétail, abattoirs (cas de Fada

Perspectives

AXE 2 du DOS de l'APESS: coopérer à l'intérieur de la famille et avec les autres acteurs de la société
Mieux partager le modèle social: élevage familial modèle de vie
Plaidoyer pour la participation des OPE l'aménagement du territoire et développement local
Les opportunités existent mais peu exploitées par les pasteurs: les conventions locales apparues dans les législations

Solidarité nécessaire entre les gros éleveurs et les petits éleveurs pour la survie car pour l'instant c'est la compétition pourtant les échanges de reproducteurs continuent
Remise en cause de l'organisation sociale des éleveurs: passer de la notion de campement à la notion de village
Politique: Exercer sa citoyenneté, en s'alliant avec les autres acteurs en position de faiblesse intégrer les espaces de négociations, de décision tant au niveau local, national qu'international: commissions foncières, les CVD…

ANNEXE 7 :

L'analyse des savoirs locaux peut-elle dévoiler la valeur des pâturages ?

Eric Vall (Cirad) &Mohamadou A. Diallo (Cirdes)

Atelier LifLod (APESS –CORAF/WECARD)

Réévaluer la valeur des terres de pâturages : une vision partagée entre les acteurs de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre

Garoua, 18-24 novembre 2013

Les enjeux

• Valeurs, fonctions, services des pâturages = informations clés

– pour les éleveurs :

• Conduire les troupeaux et construire les productions

• Construire et défendre le territoire et l'espace foncier…

– pour la recherche, le développement & les politiques pastorales :

• Aménagements des parcours…

• Élaboration des législations...

• Mais éleveurs et acteurs de la RD utilisent des catégories de pâturage différentes >>> source d'incompréhension

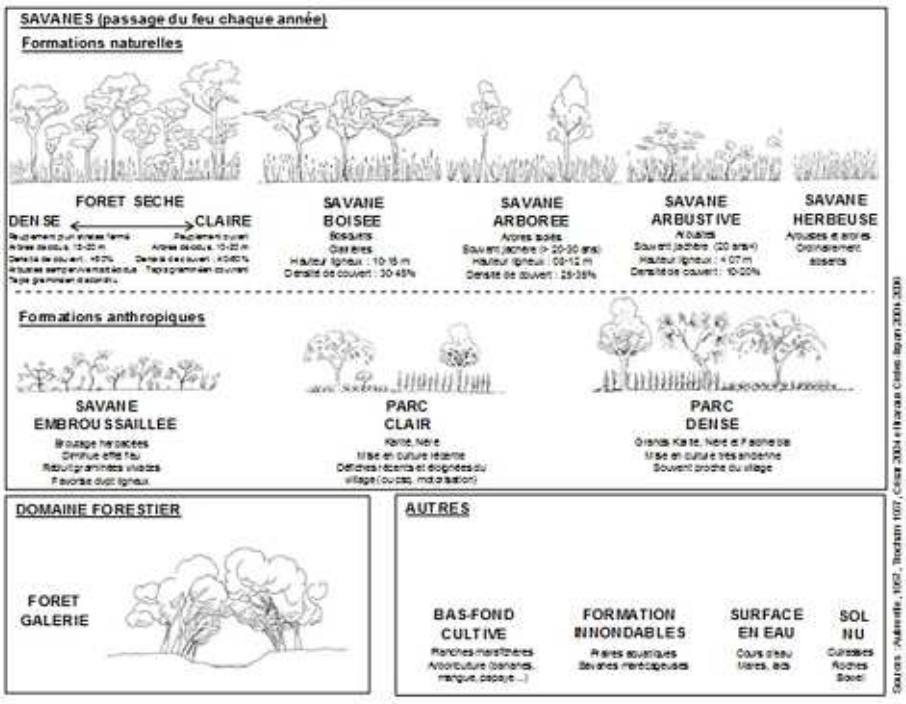
• Pour la recherche mieux comprendre les pratiques des éleveurs en prenant en compte les savoirs locaux des éleveurs = un enjeu important

Etat de l'art

• En Afrique de l'Ouest, pour classer les pâturages

• Les chercheurs utilisent souvent la classification des faciès de dégradation des savanes (Aubreville, 1957)

• Les éleveurs se réfèrent à des unités pastorales fonctionnelles exprimant l'aptitude au pâturage en fonction de la saison (Kagoné, 2000 ; Démirag 2000)



Classification

Aubreville (1957)

Critères de classification : hauteur, morphologie, recouvrement du couvert ligneux…

Classification des éleveurs de Luili-Nobéré (Burkina Faso) (Kagoné, 2000)

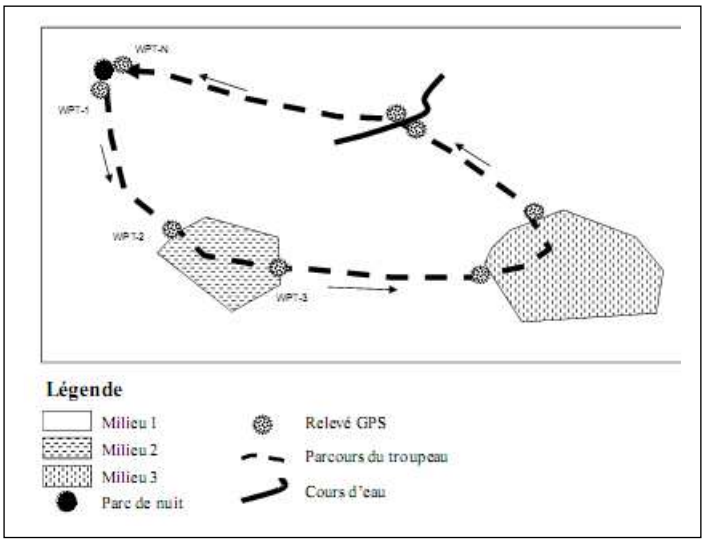
• Calle : pâturages de buttes rocheuses exploités en saison des pluies

• Ferlo : pâturages de collines (rare dans la localité)

• Jobuuje : jeunes jachères (1 à 5 ans), inaccessible en saison des pluies, surtout utilisé après les récoltes.
• Yayre : pâturages de bas-fonds où l'herbe pousse tôt en début de saison des pluies et reste verte plus longtemps lorsque les pluies sont finies
• Nyayle : résidus post-culturaux (paille de sorgho, de mil, fanes de haricot et d'arachide) et du pâturage interstitiel (jachères, lisières des champs)
• Seeno : pâturages sur des sols sablonneux ou sablo-argileux, considéré comme un bon pâturage exploité à toute saison.
• Bolaaje : dans les dépressions caractérisées par des sols argileux

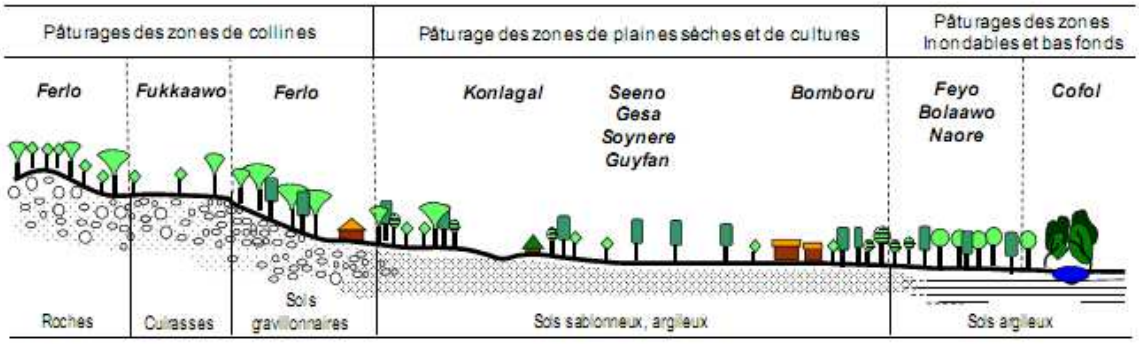
Question de Recherche
• Question : Comment dévoiler la valeur des pâturages à travers l'analyse des savoirs locaux des éleveurs ?
• Réponse possible : les éleveurs utilisent des systèmes de classification des pâturages comportant :
– Des éléments de description des pâturages
– Des éléments fonctionnels (aptitude au pâturage, règles d'usage, risque….)

Méthode
• Doctorat de M.A Diallo (CIRDES)
• Etude des pratiques et des savoirs locaux des éleveurs dans l'ouest du Burkina Faso dans les localités de Koumbia et de Kourouma
– Calendrier pastoral
– Unités pastorales
– Catégories animales dans les troupeaux
• Proposition d'une grille de description des catégories de pâturage
– Description : sols, espèces herbacées & arborées, eaux
– Fonction : A quoi ça sert….
– Règles d'usage : Si…. Alors…
– Risques



• Suivi des troupeaux au pâturage au fil des saisons : circuits types
– 20 troupeaux
– 156 suivis entre 2005 et 2008

Diversité des Unités pastorales dans le territoire


Pâturages des zones de collines
Pâturage des zones de plaines sèches et de cultures
Pâturages des zones inondables et bas fonds
Ferlo
Fukkaawo
Ferlo
Konlagal
Seeno
Gesa
Soynere
Guyfan
Bomboru
Feyo
Bolaawo
Naore
Cofol
Roches
Cuirasses
Sols gravillonnaires
Sols sablonneux, argileux
Sols argileux

Soynere
(début gataaje, juin)

Cofol
(fin gataaje, juillet)

Fukkaawo
(début ndungu, août)

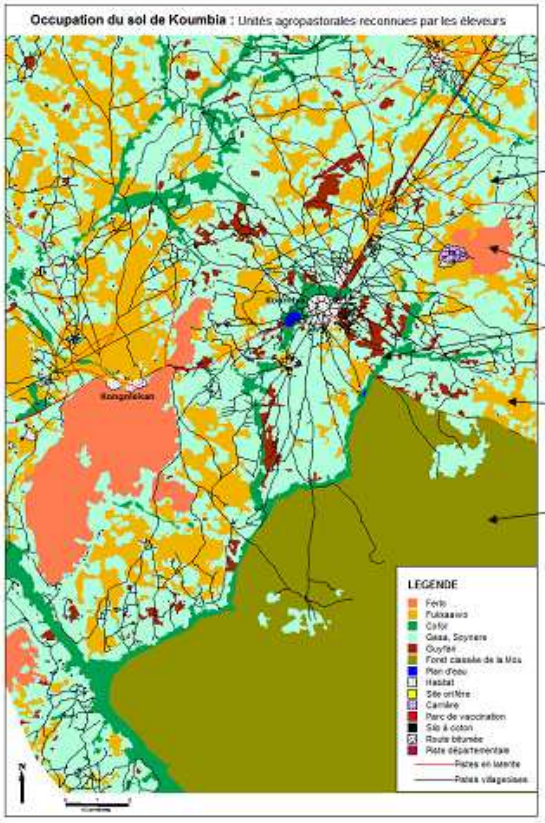
Ferlo
(fin ndurigu, septembre et début yaamde, octobre)

Gesa
(début dabbude, décembre)

Feyo
(mi ceedu, mars)

	Pâturages des zones de collines		Pâturages des zones de plaines sèches	Pâturages des zones inondables et des bas-fonds			Pâturages des zones de cultures	
	Ferlo	*Fukkaawo*	*Seeno*	*Cofol*	*Bolaawo*	*Bomboru*	*Soynere*	*Gessa (Nyayle)*
	Savanes arborées et arbustives	Savanes arbustives et herbeuses	Savanes arborées et arbustives	Formations ripicoles	Savanes arborées et arbustives	Savanes arborées, brûlis claires	Zone de jachère	Champs après récoltes
Description – Type de sol								
Description – Espèces herbacées								
Description – Espèces arborées								
Description – Eau								
Fonction pâturage								
Risques pâture								
Règles d'utilisation								

DESCRIPTION
DES PATURAGES



Cartographie des pâturages

Gesa et Soynere = 36 % de l'occupation du sol

Pâturages naturels riches :
Ferlo (4%)
Cofol (2%)

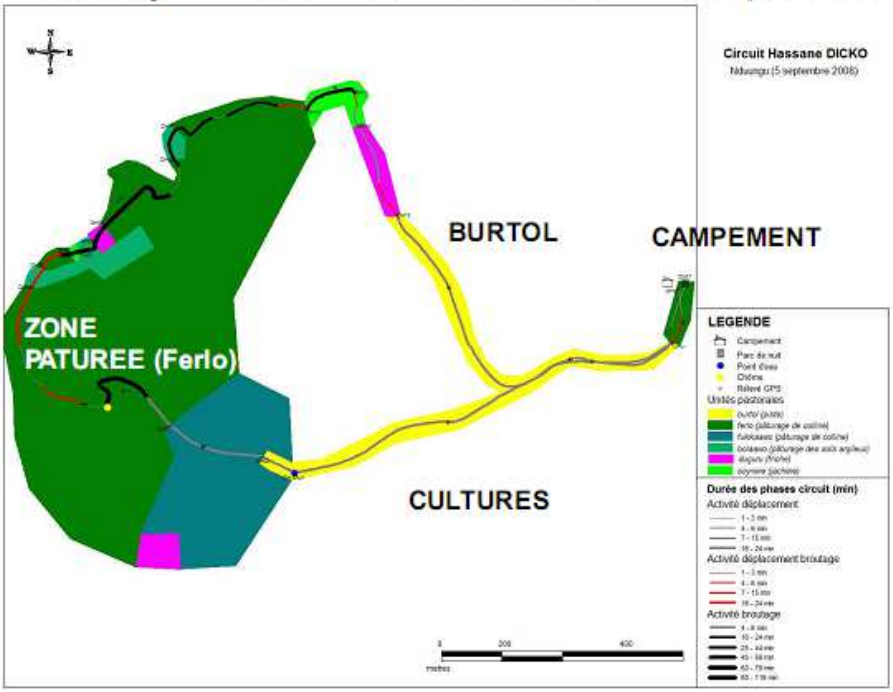
Pâturages naturels pauvres :
Fukkaawo (26%)

Forêt classée interdite : 30%

Espace très factionné :
-problème de mobilité
-faisabilité des délimitations de zones?

Majorité des pâturage partagés avec les agro-éleveurs (Gesa) > dispute sur la vaine pâture…

Analyse des Circuits des Troupeaux

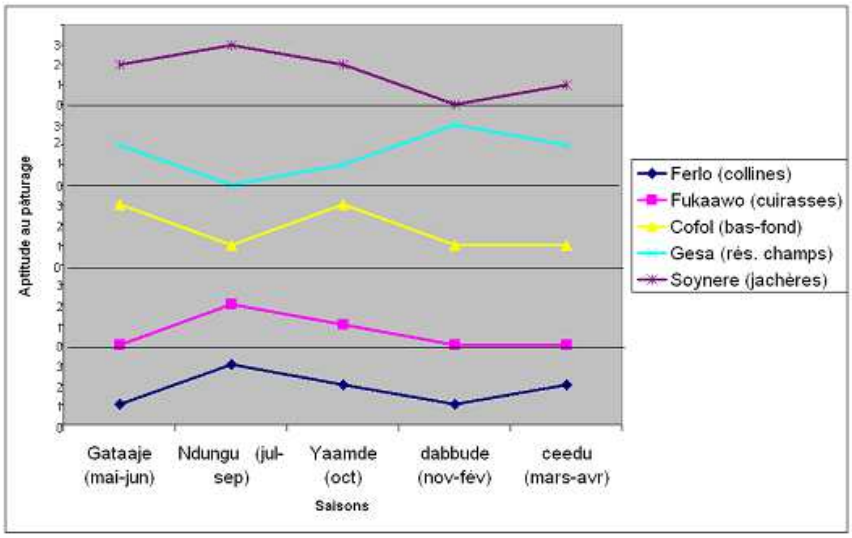


Chaînes de pâturage

Unités pastorales Calendrier pastoral	Pâturages des zones de collines		Pâturages des zones de plaines sèches	Pâturages des zones inondables et des bas-fonds			Pâturages des zones de cultures	
	Ferlo	***Fukkaawo***	***Seeno***	***Cofol***	***Bolaawo***	***Bomboru***	***Soynere***	***Gesa***
	Savanes arborées et arbustives	Savanes arbustives	Savanes arborées et arbustives	Formations ripicoles	Savanes arborées et arbustives	Savanes arborées, forêts claires	Zone de jachère	Champs après récoltes
Gataaje Début de saison des pluies (mai-juin)	+	-	++	+++	-	-	++	++
Ndungu Saison des pluies (juil.-sep.)	+++	++	++	+	-	-	+++	-
Yaamde Début des récoltes (octobre)	++	+	++	+++	+	-	++	+
Dabbude Saison sèche et froide (nov.-janv.)	+	-	++	+	-	-	-	+++
Ceedu Saison sèche et chaude (fév.-avril)	++	-	++	+	+	+	+	++

Légende : +++ pâturage principal ; ++ pâturage secondaire ; + pâturage ayant peu d'intérêt ; - pâturage sans intérêt ou impossible

Evolution annuelle de la valeur des pâturages



Autres fonctions des pâturages

- Fonctions écologiques : Diversité du paysage des savanes parcs
- Fonctions économiques :

– Produits forestiers non ligneux

– Bois de feux
• Fonctions socio-culturelles : Milieu pour activités traditionnelles (pêche, chasse…) et pour la pratiques des rites religieux

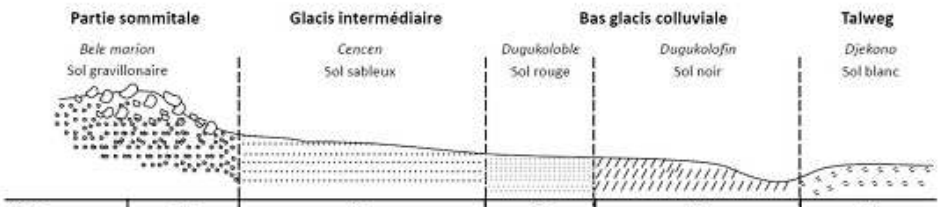
Application

• Prise en compte des savoirs locaux dans la charte foncière de la commune de Koumbia élaborée en 2010
• Extrait du CHAPITRE 4 de la charte relatif à LA GESTION DES ESPACES ET RESSOURCES PASTORAUX
• Article 22 : Dans la commune rurale de Koumbia, l'accès aux espaces et ressources pastoraux est libre aux troupeaux : il s'agit des pâturages naturels constitués par les collines non cultivables « ferlo », bas-fonds non aménagés et non mis en valeur « cofol », zones de cuirasses « fukkaawo » et tout autre espace qui viendrait à être reconnu comme pâturage naturel. Les troupeaux ne peuvent en aucun cas paître dans les forêts classées.

Discussion :
• Généralisation ?
– Des résultats :
• parfois pas évidente en raison des particularités locales
• bien que l'on trouve des correspondances entres les catégories de pâturage de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Dongmo et al., 2013)
– De la méthode :
• oui appliquée à d'autres domaines : sols et fumures organiques au Mali >> Blanchard et al., 2010)
• Pertinence de la démarche :
– Pour comprendre les pratiques en se référant aux catégories des éleveurs >> création d'un langage commun
– Pour des actions de RD locales (exple certains résultats repris pour l'élaboration d'une charte foncière à Koumbia

Classification	Pâturage des zones de collines		Pâturage de plaines sèches	Pâturage de bas fond et des zones inondables			Pâturage des zones de cultures		
Ouest du Burkina Faso	*ferlo*: savane arborée et arbustive	*fukkawo*: savanes arbustives et herbeuses	*seeno*: savanes arborées et arbustives	*cofol*: formations ripicoles	*bolaawo*: savanes arborées et arbustives	*bomboru*: savanes arborées et forêts claires	*sonyere* : toutes les parcelles mises en jachères		*nguessa*: champs pâturés après la récolte
Nord-Cameroun	*yolde*: savanes arborées, arbustives et herbeuses des collines		*yolde*: jachères de 3 ans et plus	*fitare*: savanes arborées, arbustives et herbeuses bordant systématiquement les cours d'eau permanents			*sabeere*: champs non cultivés sur 1 an	*toumbere*: Jachère de 1 à 2 ans	*nguessa*: champs pâturés après la récolte

(source : Dongmo, Vall, Diallo, Dugué, Njoya & Lossouan, 2013)



Citation		20 %	90 %	50 %	100 %	5 %
Variable de description	Couleur, Structure et Texture	Gravillon	Blanc et rouge, s'effrite, sable	Tend vers le rouge, résistante et collante, sable	Tend vers le gris, solide, collant à l'état humide, pas de sable	Chaux, poussiéreux et fin
	Localisation	Vers les collines	Grande surface, haut de pente	Petite surface	Petite surface	Proche des bas fonds
Variable de fonction	Travail du sol		Travail possible sans la pluie et après la pluie	Travail difficile, nécessite de la pluie (sol dur)	Travail difficile, nécessite de la pluie (dur), pas trop (sol collant)	
	Besoin en fumure et effet		Besoin de fumure, sol moyen, effet à moyen terme	Besoin important de fumure, sol pauvre	Faible besoin en fumure, sol riche, long effet dans le sol	
	Attitude face à la pluie	Sol sec, terre « avec de la chaleur »	Avantage, conserve peu d'humidité, infiltration rapide	Demande de bonnes pluies, conserve l'humidité	Demande de bonnes pluies (semis), conserve l'humidité	
	Culture possible	Pas de culture	Toutes les cultures sont possibles	Coton et mil, Pas de sorgho	Toutes les cultures sont possibles	Culture du riz
Variable de risques	Faibles pluies	Sécheresse, pertes des feuilles des arbres	Sécheresse en cas de très faibles pluies	Sécheresse	Sécheresse	
	Fortes pluies		Ruissellement et fermeture des poquets	Pas de forte pluie juste après la levée, n'absorbe pas l'excès d'eau		
Règle de gestion		Pas de mises en culture, zone de pâturage et parcs à bétail	Peut être mis en culture tôt, rotation coton-maïs, apport de fumure organique régulier et apports d'engrais	Dernière terre mise en culture, rotation coton-mil, apport de fumure organique occasionnel	Mis en culture tôt, rotation coton-maïs et sorgho, apport de fumure organique sur céréales, et apport d'engrais	Culture précoce, rizculture des femmes, pas d'apport de fumure organique, faible apport d'engrais

(source : Blanchard, 2010)

Conclusions :

• L'analyse des savoirs locaux des éleveurs peut être un moyen pour dévoiler les valeurs des pâturages

• Mais aussi pour les défendre, pour les valoriser et pour les transmettre aux générations futures

ANNEXE 8 :

Atelier régional LIFLOD
sur le thème <<Réévaluer la valeur des terres des pâturages>>

Contribution à l'atelier : Partage des acquis et expériences réussies de la mise en œuvre du Projet Régional de Gestion Durable du Bétail Ruminant Endémique en Afrique de l'Ouest (PROGEBE)

Par Dr. Bara Ouologuem

- Projet pilote, expérimental, environnemental et communautaire
- Approche participative, inclusive, totale et permanente
- Mise en œuvre des activités réalisées à travers des partenariats techniques avec différentes structures reconnues compétentes.
- Couvre 4 pays : Gambie –Guinée – Mali – Sénégal
- Comprend 4 unités de coordination nationale et 1 unité de coordination régionale basée à Banjul (Rép. de Gambie)
- Espèces animales concernées: Bovins N'Dama-Moutons Djallonké – Chèvre naine de Guinée
- Zone d'intervention: 12 sites primaires dont 3/pays et 8 sites secondaires dont 2/pays.
- Financé par la BAD, le FEM, les 4 Etats, ILRI et ITC/CIT
- Durée : 6 ans (2008 à 2014) et 10 ans pour les fonds FEM, Clôture : Juin 2014 pour les fonds BAD ; Décembre 2014/2018 pour les fonds FEM.
- Personnel du projet : Cadres des services techniques de l'état déttachés, au près du projet et recevant une indemnité mensuelle :
  - 4 coordinateurs nationaux
  - 12 experts nationaux
  - 12 coordinateurs de site
  - 8 techniciens de site
  - 8 animateurs de site dont 4 femmes.
- Axes stratégiques d'intervention :
  1. Préservation des caractéristiques, amélioration de la production et de la productivité du BRE.
  2. Amélioration de la valorisation du BRE
  3. Gestion durable de l'habitat/écosystèmes du BRE
  4. Cadres légaux, législatifs et réglementaires
  5. Partenariat, gestion de l'information, partage des connaissances et expériences
  6. Gestion du projet.

- Gestion **durable** écosystème du BRE/Utilisation des terres des pâturages
  - Approche participative, inclusive
  - Cadre de concertation permanente entre tous les acteurs concernés
  - Documentation des consensus obtenus
  - Signature du document par les représentants des parties concernées
  - Validations des documents par l'autorité judiciaire
  - Respect des clauses et surveillance par les acteurs.

- Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols **(POAS)** 15/20 prévus :
  - Modèle de gestion concertée de l'espace territoriale
  - Elaboration concertée du schéma des ressources naturelles disponibles
  - Révisons du schéma et validation communautaire.
  - Transformation du schéma en une carte normale
  - Elaboration, signature par les acteurs et validation par la justice d'une **convention locale multipartites**
  - Surveillance des limites et des clauses convenues
  - Limites et conventions révisables après un certain temps de mise en oeuvre.

- Piste à bétail/couloir à bétail :
  - Modèle de gestion concertée de l'espace territoriale
  - Identification concertée des repères de la piste
  - Tracé et balisage de la piste :100m de large avec une emprise de 50m de chaque côté
  - Utilisée par les animaux du village pour aller vers les pâturages de saison de pluie.
  - Utilisée en saison sèche pour l'arrivée et le retour des pasteurs
  - Elaboration, signature par les acteurs et validation par la justice d'une **convention locale multipartites** (pasteurs, autorités locale, administrative et judiciaire)

- Gestion de la transhumance :
  - Cadre de concertation entre pasteurs et population autochtone
  - Fixation date de fin des récoltes
  - Fixation date de départ des animaux
  - Conduite des animaux dans la piste existante
  - Parcage des animaux dans les tapades à la demande des agriculteurs
  - Hospitalité totale des communautés.

- Parcelles fourragères individuelles (amorce du système d'élevage semi-intensif) :
  - Modèle de gestion individuelle des pâturages
  - Essai pilote de 1 ha chez 120 éleveurs ''leaders'': semence de Panicum maximum2 et fil de fer barbelé fournis par le projet et le reste par l'éleveur
  - Destinée aux catégories spéciales: Bœufs de labour, gestante, allaitantes, animaux à l'engrais malades/convalescents, etc.
  - Extension et réplication amorcées par les anciens et des nouveaux (effet d'entrainement)
  - 293 banques fourragères constituées

- Lutte contre les feux de brousse :
  - Processus participatif et communautaire
  - Sensibilisation permanente
  - Mise en place et équipement des comités de lutte contre les feux (CLFB)
  - Utilisation des moyens de communication rapides
  - Mobilisation communautaire y compris les pasteurs
  - Pratique des feux précoces exigée

- Capitalisation et documentation des acquis et expériences des projets :
  - Processus vivement recommandé
  - Renseigne objectivement sur les succès, les échecs et leurs causes
  - Permet au projet de s'améliorer dans la poursuite
  - Aux autres d'éviter les erreurs des prédécesseurs
  - Gain en ressources : temps, financière, humaine, etc. etc.

- Conclusions :
  Dans le processus de la résolution des conflits entre éleveurs et agriculteurs, privilégier :
  - Sans cesse la concertation et le dialogue adulte/adulte
  - Eviter la passion et les prises de position subjectives sur la base de la corporation ou ethnique
  - Toujours opter pour des solutions à l'amiable
  - Documenter les consensus et faire valider par les autorités de droit
  - Mettre en place des mécanismes de contrôle et de respect du contenu des documents

- Questions clé :
  - Réduction très significative des terres des pâturages,
  - Réduction considérable des sources d'abreuvement du bétail notamment en SS,
  - Effectif des troupeaux continuellement en augmentation. En conséquence
  - Quel comportement à adopter ?
  - Quel type de système d'élevage à promouvoir ?

- Esquisse de solutions possibles :
  - APESS devra mieux se structurer de la base au sommer (démembrements)en vue d'engager/poursuivre le plaidoyer (négocier fort) avec les autorités étatiques à tous les niveaux pour une meilleure prise en compte de l'élevage dans les politiques et stratégies de développement
  - Réfléchir/amorcer le changement progressif du système d'élevage extensif pur avec ses grands effectifs par le système semi-intensif après intensif au travers de la sédentarisation par conséquent des aménagements pastoraux.
  - Amorcer la formation d'un type nouveau d'éleveurs

- Site web du projet : www.progebe.net
- MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION